



nombre impressionnant de résolutions présentées par la Première commission de l'Assemblée générale concernant l'armement nucléaire. Pourtant, les niveaux élevés d'armements classiques ne cessent d'augmenter et cela constitue un problème que les États membres peuvent contribuer à résoudre par leur action.

Nous attachons une plus grande importance à l'élaboration des mesures de confiance qui sont la condition de tout accord majeur de limitation des armements. La Conférence de Stockholm a constitué une contribution valable à l'accroissement de la sécurité en Europe où la confrontation entre l'Est et l'Ouest est plus ressentie. En Amérique centrale, il semble qu'une entente pourrait être possible parce que les pays impliqués ont travaillé en collaboration en vue de prendre des mesures qui contribuent à établir une confiance mutuelle. Ces exemples sont différents par la forme, mais démontrent que petit à petit, on peut établir la confiance nécessaire au progrès. Nous devrions nous efforcer de promouvoir une telle coopération au niveau régional.

Le développement et le désarmement sont deux objectifs canadiens fondamentaux. Le gouvernement du Canada répartit les ressources de façon à créer un juste rapport entre une économie saine, soutenue par un secteur privé fort, et la prestation de services sociaux fondamentaux. Sur ce dernier point, je mentionnerai que les Canadiens bénéficient de programmes comme l'assurance-maladie universelle, les allocations familiales et l'assurance-chômage.

Les Canadiens ont toujours senti qu'il était de leur devoir d'aider les défavorisés à améliorer leurs conditions économiques et sociales. Après une première contribution modeste au programme d'aide technique des Nations Unies en 1949, le Canada a étendu ses programmes d'aide au développement à tous les continents et à un grand nombre d'organismes internationaux. À ce jour, il a consacré 24 milliards \$ à l'aide publique au développement, dont la majeure partie est allée aux pays et aux gens les plus pauvres.

L'aide financière ne constitue qu'un aspect de l'assistance fournie par le Canada aux fins du développement. La libéralisation du commerce et la conclusion d'accords acceptables concernant la dette internationale font partie des

objectifs qu'il cherche à atteindre dans le cadre de ses relations avec le monde en développement. Enfin, le secteur privé canadien — particuliers, organismes à but non lucratif ou entreprises — contribue de diverses manières au développement dans le tiers monde. Depuis 1980, le Canada a injecté plus de 100 millions \$ dans son programme de coopération industrielle, qui met l'accent sur les coentreprises avec des pays en voie de développement et sur le transfert de technologies vers le tiers monde, particulièrement le secteur privé.

Le désarmement, c'est-à-dire le contrôle et la réduction des armements classiques et nucléaires, est l'un des objectifs majeurs de la politique étrangère du Canada. Ainsi, le Canada participe à tous les forums multilatéraux où sont étudiées les questions relatives au contrôle des armements ainsi qu'à diverses consultations et discussions bilatérales. Nos efforts obéissent à des priorités précises, entre autres l'élaboration de mesures de confiance, comme l'amélioration de la technologie et des méthodes de vérification des accords de limitation ou de réduction des armements.

Monsieur le Président, j'exhorte toutes les délégations ici présentes à se mettre d'accord sur un document final. Nous sommes d'accord quant aux objectifs, mais pas encore sur les moyens d'y parvenir. Nous attarder à ces différences serait vouer cette conférence à l'échec. Les travaux accomplis lors des quatre réunions du Comité préparatoire — particulièrement les 19 éléments et le programme d'action en 10 points qui ont été adoptés au cours de la troisième réunion — montrent qu'il est possible d'atteindre un équilibre juste et raisonnable entre des opinions divergentes. Il est nécessaire de consentir à des compromis sur des points de détail si nous voulons être en mesure de mettre de l'avant le principe dont nous avons déjà convenu, à savoir consacrer moins d'argent aux armements et plus au développement.

Nous avons besoin de l'engagement de tous si nous voulons progresser. Nous devrions examiner davantage les possibilités que des mesures de désarmement pourraient apporter au profit du développement. Notamment l'affectation de fonds publics plus considérables à des fins sociales, la réduction de la dette publique ainsi que la stimulation de la

croissance économique, du commerce extérieur et des investissements privés, de même que l'accroissement de l'aide publique au développement.

Il faudrait reconnaître l'importance de la coopération régionale en ce qui concerne le désarmement et le développement. On doit souligner la nécessité d'appuyer les institutions globales et régionales qui œuvrent dans ce domaine. Le document de la conférence doit également appuyer expressément les négociations en cours sur le contrôle des armements et le désarmement. De plus, il devrait mentionner la nécessité d'élaborer des mesures de confiance dans ce domaine.

Enfin, la protection des droits et libertés individuels est un élément tellement fondamental des processus de désarmement et de développement qu'on l'oublie souvent. Les citoyens ont un rôle clé à jouer dans ces processus, mais on doit leur donner la liberté et l'occasion de le faire. Dans ce contexte, j'apprécie la présence de tous les observateurs non gouvernementaux. Ma délégation s'intéressera de près à leurs contributions au cours de la conférence.

...Si nous voulons réussir, l'ONU doit s'attaquer de façon efficace aux déséquilibres qui affligent l'humanité, une personne sur six vivant dans une pauvreté abjecte, alors que les dépenses pour les armes augmentent.

Des études sérieuses et respectées ont souvent démontré un tel contraste. Citons entre autre *World Military and Social Expenditures* (le monde militaire et les dépenses sociales), par Ruth Leger Sivard et l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm. Ce contraste est encore plus frappant quand on considère la pauvreté et la souffrance que j'ai rencontrées en visitant des projets de développement en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Un but utile de cette conférence pourrait être d'orienter la publicité globale vers les coûts de la continuelle course aux armements. Mais cette publicité n'est pas suffisante. Nous avons besoin de solutions pratiques pour nous permettre de consacrer moins de ressources aux armes et plus de ressources au développement. La sécurité dans le monde interdépendant d'aujourd'hui exige à la fois le désarmement et le développement. »